

Un documentaire qui souligne les effets de la lutte sur une société

GILETS JAUNES

Le documentaire « Des goûts de lutte » s'intéresse au post-mouvement des Gilets jaunes, aux effets d'un mouvement de lutte sociale sur la mémoire collective de ceux qui y ont participé.

Analysant la portée sociologique d'une lutte, ses effets, permanents et durables, sur ceux qui y ont participé. Tel est le pari du documentaire *Des goûts de lutte*, projeté pour la première fois au cinéma le Diagonal à Montpellier le 30 avril.

Un film qui permet de questionner « ce qu'est une lutte "réussie" et les effets émancipateurs des luttes sociales, ce qui demeure chez celles et ceux qui s'engagent après une telle expérience collective », explique Emmanuelle Reungoat, maîtresse de conférences montpellieraine en science politique, chercheuse au Cepel (Centre d'études politiques et sociales) et coréalisatrice de ce documentaire avec Pierre-Olivier Gaumin, Montpellierain lui aussi.

Cette lutte ici décortiquée, c'est le mouvement des gilets jaunes. Mouvement contestataire qui a investi les ronds-points puis les rues de France à partir de novembre 2018, pour une mobilisation de près d'un an. Ce documentaire montre la spécificité des mouvements de lutte sociale, les effets émancipateurs d'un tel engouement



Lors de la projection du film à Montpellier, les protagonistes du documentaire ont fièrement participé au débat organisé après une avant-première réussie. PHOTO J.M.

pour une cause sociétale. « Ce sont des morceaux que nous avons choisis et assemblés pour proposer une vision de ce que peut faire un mouvement social à l'intérieur intime des gens, c'est-à-dire changer leur vision du monde, changer leur vision de soi etc. », détaille le réalisateur Pierre-Olivier Gaumin.

Une contre-image des mouvements sociaux

Pour ce faire, le film suit le parcours post-mouvement de plusieurs anciens gilets jaunes de la région. Entre éveil d'une

conscience collective, politisation et volonté de militantisme, les réalisateurs interrogent une part de la société française habituellement invisibilisée et pourtant noyau dur d'un mouvement dont l'intention contestataire a résonné internationalement.

« Toute une partie des personnes qui est issue des milieux populaires, mais pas que, il y a aussi des gens de classe moyenne. C'était un enjeu, clairement, pour nous dans le film de porter un contre-discours, une contre-image de ce qu'est un mou-

vement social, de ce que sont les Gilets jaunes », détaille Emmanuel Reungoat.

« Les discours de délégitimation et de critique des mouvements sociaux, c'est souvent que ce sont des mouvements violents, des gens pas compétents politiquement. On a voulu donner à voir ces gens issus de milieux populaires, qui sont dans les mouvements sociaux et qui sont compétents. Ils portent une analyse sur le monde et sur eux-mêmes, une analyse intime et politique pertinente et percutante », continue-t-elle.

Comme le souligne le réalisateur Pierre-Olivier Gaumin : « Cette lutte est inscrite dans une histoire de lutte. » Un écho à l'histoire de lutte de plusieurs peuples, de mai 1968 à la commune de Paris de 1871, des Indignés espagnols ou encore de la Révolution française. Une historienne et une sociologue dessinent des pistes de réponses aux questions des réalisateurs : « à quoi ça sert une lutte ? Que reste-t-il après ? »

« La politisation passe aussi par le fait de se rendre compte que collectivement, on peut s'organiser pour faire des actions, pour porter une parole et sortir de cette invisibilité. On peut être légitime à aller porter des revendications qui sont les nôtres », souligne Pierre-Olivier Gaumin.

Selon lui « cela peut aller presque jusqu'à une sorte d'émancipation. Le fait de dire que ce n'est pas normal, ce qu'on vit. Qu'une fois qu'on a revu notre vision de nous-mêmes, on peut se mettre ensemble pour essayer d'avoir une capacité d'action pour changer les choses. C'est ça que peuvent apporter, à mon avis, les mouvements sociaux. »

La France possède une « histoire de lutte » intense et comme le souligne justement ce film, tous les mouvements sociaux d'une grande ampleur, comme celui des gilets jaunes, éveillent bien souvent une conscience politique dont on ne se défait pas.

Zoé Loritano

*Dates des prochaines projections disponibles sur le site :

<https://www.desgoutsdelutte.fr/>

Bientôt la victoire des « comptables du social » ?

MOBILISATION

Alors qu'ils débrayaient depuis le 2 avril, les agents comptables de la Maison départementale de l'autonomie (MDA) ont repris le travail en fin de semaine dernière.

Tout a commencé il y a plus d'un an et demi, quand la prime Ségur a été élargie aux travailleurs du secteur médico-social. Acté en novembre 2022, le décret qui prévoyait l'élargissement à la fonction publique laissait aux collectivités territoriales la possibilité de déterminer leurs propres critères d'éligibilité. « Au sein du département de l'Hérault, l'élargissement a été

plutôt généreux », se rappelle Benjamin Karchen, co-secrétaire de la CGT CD 34. Il avait en effet été décidé qu'une augmentation salariale de 100 euros soit attribuée aux travailleurs dont plus de 50% de l'activité est de l'accompagnement socio-éducatif. Seuls laissés-pour-compte : les agents comptables de la MDA, qui n'avait pas vu leur salaire augmenter à ce moment-là.

Vers une sortie de crise ?

Inscrits dans la chaîne d'accompagnement social du public, les comptables pensaient « naturellement » bénéficier de la prime. « Au départ ils ont cru à une erreur », relate Benjamin Karchen. Le 2 avril 2024, ils entament donc une grève et sont rapidement soutenus par des usagers et par différents représentants syn-



Rassemblés devant le conseil municipal le 2 mai, les agents comptables de la MDA ont été rejoints par des bénéficiaires. PHOTO DR

dicaux. S'en suivent plusieurs tentatives de négociations sans aboutissement, jusqu'à ce début du mois de mai, quand,

au lendemain d'un nouveau rassemblement devant le conseil départemental, le directeur général de l'Hérault,

Pascal Perrissin, s'est engagé à déclencher une étude dans le service. Le but : « Regarder concrètement le travail quotidien des agents comptables et leurs fiches de poste afin de savoir si, objectivement, la majorité de leur activité représente un accompagnement socio-éducatif », explique le DGS.

Les agents comptables ont donc fait le choix de la confiance et repris le chemin du travail en fin de semaine dernière. Ils attendent désormais les résultats de l'étude début juin. « Cependant le préavis de grève est maintenu » précise Benjamin Karchen. Et à la question de savoir si tout le monde a repris son poste, il affirme que plusieurs comptables sont en arrêt maladie car « très éprouvés par la situation ».

Nina Bailly